



## ÉDITORIAL

# Contrer l'impérialisme effréné

PAR CÉDRIC CLÉRIN, RÉDACTEUR EN CHEF

**U**n an après son investiture à la Maison-Blanche, le président américain domine toujours non seulement l'actualité de son pays, mais aussi celle de nombreux autres. Et pour cause : sa stratégie vise à redynamiser un impérialisme américain que les structures multipartites internationales avaient, à ses yeux, trop bridé ces dernières années.

**Le document stratégique publié par les États-Unis en décembre est explicite :** il s'agit de « construire un monde dirigé par les États-Unis » et de travailler avec les alliés qui acceptent cet état de fait. Dans chaque région du globe, l'objectif est d'ouvrir ou de sécuriser des marchés, des ressources, et de stabiliser des zones de conflit pour laisser le business prospérer. Quand la situation permet de conclure un accord de paix en échange d'un accès à des ressources stratégiques, c'est encore mieux. De ce point de vue, nous assistons davantage à un changement de degré qu'à une rupture de nature par rapport à l'impérialisme américain « habituel ». Trump pousse la logique jusqu'au bout, plétinant le droit international, avec des méthodes qui s'apparentent à celle de la mafia, là où ses prédécesseurs tentaient de le contourner.

**S'il va au bout de ses plans avec le Groenland, la fuite en avant serait inédite :** jamais un président États-Unien n'avait menacé un membre de l'Otan d'annexer une partie de son territoire. Celui-ci a le tort de se trouver dans « son hémisphère », nouveau vocable États-Unien aux contours flous. On pourrait sans doute le traduire par « arrière-cour », tant Trump assume une actualisation de la doctrine Monroe : tout ce qui est proche des États-Unis doit être sous leur contrôle. Le Venezuela, trop riche en pétrole pour échapper aux entreprises américaines ; Cuba, trop communiste pour rester aux portes de l'empire ; le Groenland, trop pourvu en terres rares pour être laissé aux concurrents européens ou chinois.

**La forme prise par cette politique a également de quoi inquiéter :** elle s'accompagne d'une désinformation qui a pris une nouvelle dimension depuis un an.

Au Venezuela, l'intervention américaine était justifiée par l'arrestation du chef du « cartel des soleils », présenté comme responsable de centaines de milliers de morts par diffusion de fentanyl aux États-Unis. Or l'acte d'accusation de Maduro ne mentionne ni l'un ni l'autre. Le Groenland, quant à lui, serait « à la merci de navires chinois et russes » prêts à l'attaquer, menaces contre lesquelles il n'aurait « que deux traîneaux à chiens » pour se défendre. Ce serait donc pour le « protéger » que Trump voudrait l'annexer...

**Enfin, sur le front intérieur, la même rhétorique s'impose.** L'assassinat de Renee Nicole Good, abattue par un agent de l'ICE, illustre la violence de la politique migratoire de Trump qui terrorise la population immigrée depuis un an. Alors que tout démontre qu'elle a été tuée sans représenter de menace, elle est qualifiée de « terroriste intérieur ». Un usage systématique et cynique des fake news pour justifier l'injustifiable qui n'est pas sans conséquences. Pour l'administration Trump, la vérité n'a plus d'importance et constitue un obstacle pour imposer son récit. En réalité, c'est la démocratie, dont l'information est un pilier, qui est un obstacle. C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles le président et ses affidés s'attaquent également à la justice ou aux journalistes, y compris en dehors des frontières et parfois les deux comme c'est le cas avec « l'Humanité » (voir p. 33).

**Tout, depuis un an, dessine les contours d'un nouvel ordre mondial** dont les États-Unis décident des règles. La stratégie de l'évitement de l'Europe n'a, pour l'heure, évité aucun viol de la Charte de l'ONU ou du droit international. Il est temps de fédérer ceux qui ont intérêt à s'y opposer fermement, et ils sont nombreux, pour reconstruire un ordre mondial débarrassé de ces prédateurs. ●

**Trump assume une actualisation de la doctrine Monroe et plétine le droit international, là où ses prédécesseurs tentaient de le contourner.**